

Gabon-Japon/Éducation

Découvrir l'aide publique au développement du Japon



L'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato, prononçant son allocution circonstancielle.



Une phase du jeu de questions-réponses avec des élèves de 5e année.

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

A travers une manifestation diplomatico-éducative qui a pris fin, hier, à l'école publique de Damas 1. Elle a concerné plus d'un millier d'élèves dans trois établissements primaires des communes de Libreville et d'Owendo.

APRÈS les écoles publique d'Angoungou dans la commune d'Owendo, et d'Alibandeng (commune de Libreville), le tour est revenu à l'école publique de Damas 1, d'abriter, hier, la journée de coopération nippo-gabonaise organisée par l'ambassade du Japon au Gabon et l'Agence japonaise de la coopération internationale (Jica). Il s'agit, notamment, d'activités socio-éducatives dirigées par des volontaires japonais dans l'optique de « favoriser la compréhension de l'aide publique au développement du Japon (APD) auprès de la population gabonaise en général, et des élèves des écoles qui sont les premiers bénéficiaires des micro projets du Japon, d'autre part », a relevé l'ambassadeur du Japon au Gabon, Masaaki Sato.



La séquence de l'origami ou pliage de papiers.

Étaient présents à la manifestation de l'école de Damas 1, le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Baptiste Obori, et les représentants de la Jica. Occasion pour le représentant du ministre Nadine Patricia Anguile Obame d'exprimer toute la reconnaissance de la tutelle. « La cérémonie de ce jour revêt un double caractère, en ce sens qu'il met en relief l'excellence des relations entre nos deux pays. Cet événement qui se déroule en milieu scolaire met en action les jeunes qui constituent la catégorie de la population gabonaise vers laquelle s'orientent de plus en plus les actions prioritaires du gouvernement japonais. Depuis toujours, nos peuples manifestent un intérêt considérable pour de tels échanges. C'est le signe d'une grande amitié. Il nous reste, malgré tout, un long chemin à parcourir, et ce n'est qu'en agissant ainsi que nous serons unis dans cette civilisation universelle. Notre pays, par ma voix, vous remercie pour ces échanges au profit de l'éducation », a indiqué M. Obori. Au menu de la rencontre,

entre les élèves et la dizaine de volontaires nippons, il y avait, entre autres, des exposés sous forme de questions-réponses sur la situation géographique du Japon, les activités japonaises au Gabon, les projets et l'histoire de la coopération japo-gabonaise. Au total, 1500 élèves des classes de 3e, 4e et 5e années des trois établissements primaires ont participé à ces journées de coopération. A noter que depuis 1997, le Japon a introduit au Gabon un programme d'assistance dénommé « Dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine ». A ce



Officiels et élèves au terme de la dernière journée.

jour, près de 65 projets ont été financés dans divers domaines, pour un montant global de plus de 2 milliards 400 millions de francs CFA dont 30 projets dans le domaine de l'éducation, pour un montant de près de 1 milliard 200 millions de francs Cfa. « Le Japon ne ménagera aucun effort pour que ce système d'aide puisse se poursuivre et se maintenir à l'avenir, en priorité dans les domaines de l'enseignement primaire, la santé et la pêche, ainsi que de l'environnement », a conclu l'ambassadeur du Japon.

Livraison d'un bâtiment flambant neuf à l'école publique de Damas 1

COE
Libreville/Gabon

DANS le cadre du projet d'agrandissement et d'équipement de l'école publique de Damas 1, dans le 4e arrondissement de Libreville, l'ambassade du Japon au Gabon vient d'apporter son soutien, en finançant la construction d'un bâtiment de trois salles de classe et son équipement. La cérémonie de livraison était présidée par Eliane Pamboud, directrice d'Académie provinciale de l'Estuaire. Dans son discours de circonstance, Yukiko Hure, chargée d'Affaires de l'ambassade du Japon, s'est fé-



Les officiels dont Mme Pamboud (d) et la chargée d'Affaires de l'ambassade du Japon, Yukiko Hure (g).

licitée de l'aboutissement de ce projet, qui vient à nouveau matérialiser les liens forts qui lient nos deux pays. Mais également renforcer la qualité du système éducatif national dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Et d'ajouter : « Le Japon a réussi à relever le défi de devenir une grande puissance économique, en mettant en valeur toutes les ressources humaines à travers l'éducation. C'est

pourquoi, le Japon reste convaincu qu'une assistance pour l'éducation est d'une grande importance pour l'avenir d'un pays. » Ce nouveau bâtiment, construit pour quarante-six (46) millions de francs



Le nouveau bâtiment, fruit de la coopération japonaise.

CFA, par une PME gabonaise, doit permettre d'accueillir plus de cent élèves et vient combler le déficit en salles de classe dans cette école implantée dans une zone à forte démographie.

Ici et ailleurs

• Fécondation in vitro Le régime méditerranéen recommandé

Les femmes qui suivent un régime méditerranéen (fruits et légumes frais, huile d'olive, céréales...) pourraient avoir plus de chances de mener à bien une grossesse par fécondation in vitro (FIV), selon une étude publiée hier. Cette étude, publiée dans la revue Human Reproduction, porte sur 244 femmes qui ont subi une FIV à Athènes, en Grèce. Elle montre que les femmes de moins de 35 ans qui ont adopté ce régime pendant les six mois précédant la FIV étaient plus susceptibles d'avoir un bébé en bonne santé.

• Santé L'avortement autorisé dans l'UE

L'avortement, qui fera l'objet d'un référendum en Irlande fin mai, est autorisé, de façon plus ou moins restrictive, dans tous les pays de l'Union européenne, sauf Malte. Parmi eux, France, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Hongrie, Luxembourg et Portugal, notamment, autorisent l'IVG jusqu'à 10 ou 12 semaines de grossesse et, jusqu'à 24 semaines aux Pays-Bas ainsi qu'au Royaume-Uni. Pour sa part, la Suède l'autorise jusqu'à 18 semaines. Parmi les pays de tradition catholique, l'Italie autorise l'IVG jusqu'à trois mois pour de raisons médicales ou sociales, raisons suffisamment vagues et larges pour inclure la plupart des cas. En Espagne, en vertu d'une loi votée en 2010, les femmes peuvent avorter jusqu'à 14 semaines de grossesse.

• Environnement Dernière chance aux "9"

La Commission européenne a donné, hier, une dizaine de jours aux neuf pays considérés comme mauvais élèves de l'UE en matière de qualité de l'air, dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, pour présenter de nouvelles mesures et éviter d'être renvoyés devant la justice européenne. Malgré les avertissements répétés de la Commission, depuis plusieurs mois et même plusieurs années pour certains, ces pays ne sont pas rentrés dans les normes, déplore l'exécutif européen. Ils ont jusqu'à « la fin de la semaine prochaine pour compléter leurs dossiers » s'ils veulent éviter un recours devant la Cour de justice de l'UE, a expliqué l'exécutif européen à l'issue d'une réunion avec les neuf ministres convoqués à Bruxelles pour un « sommet » de la « dernière chance ».